

Gérard Adam

Gérard Adam, membre du PCF, mène une liste baptisée « Alternative à gauche » qui veut rassembler des militants politiques ou syndicaux mais aussi des personnes engagées dans la vie associative angérienne. Agrégé de math (et professeur à Audouin-Dubreuil), il a été adjoint au maire chargé des affaires sociales durant le mandat 2001-2008 de Jean Combes.

Avant d'évoquer votre projet, une première question : pourquoi une deuxième liste à gauche ?

Gérard Adam : Nous n'avons pas tellement hésité. D'abord, il y a le contexte national : en 2012 une majorité de Français a eu l'espoir que les choses changent. Or beaucoup parmi eux ne reconnaissent pas une politique de gauche dans l'action du gouvernement actuel, et ne veulent pas non plus voter à droite pour exprimer leur mécontentement. On leur donne donc la possibilité de voter à gauche, pour des gens engagés dans le combat pour une ville plus solidaire.

D'autre part, à gauche à Saint-Jean-d'Angély, nous avons une divergence importante à propos de la grande CDC. Nous estimons qu'on éloigne le citoyen des centres de décision et que l'on donne des pouvoirs exorbitants à cette nouvelle communauté de communes.

Venons-en à votre projet. Comment peut se traduire votre « slogan » ?

– Nous voulons travailler à améliorer le « vivre ensemble ». Pour cela, nous développerons notre action dans plusieurs directions : faire revivre le centre-ville, relancer le logement social en centre-ville, porter attention aux personnes âgées comme aux jeunes, réouvrir un centre social, promouvoir un développement économique différent. Et bien sûr, avoir une pratique du pouvoir plus démocratique...

Commençons par le « mieux vivre ensemble ». N'est-ce pas une formule un peu fourre-tout ?

– Non. C'est une volonté forte et claire : nous voulons une mixité sociale plus importante. Nous n'avons pas la volonté de faire partir les pauvres de Saint-Jean-d'Angély en rasant des barres HLM : nous en reparlerons en évoquant le logement. Cela passe aussi par la vie associative qu'il faut libérer : renouer le dialogue, rencontrer les associations, cerner leurs besoins, pour étudier ce que l'on peut faire ensemble pour être utile aux habitants.

« Faire revivre le centre-ville » : les autres candidats ne disent pas autre chose. Que comptez-vous faire ?

– On est à un seuil par rapport aux commerces. La situation est très difficile aujourd'hui. Si on descend encore, il deviendra très difficile de remonter.

Or des outils ne sont pas utilisés, comme la SEMIS* dont le maire est vice-président, pour rénover des logements mais aussi des boutiques en centre-ville.

Il faut aussi recréer des animations régulières. On pense évidemment à celles qui avaient tant de succès et qui ont disparu ces dernières années...

Enfin, il y a deux mesures d'urgence à prendre. Mettre fin aux parkings payants, catastrophiques, qui fragilisent encore un peu plus le centre-ville. Et mettre fin à l'ouverture des grandes surfaces le dimanche, sauf en centre-ville.

Vous voulez aussi relancer le logement social. Sous quelle forme ?

– La destruction des deux barres HLM, décidée sous le mandat de Jean Combes, devait être compensée, à la fois par du logement locatif social et par de l'accession à la propriété. Cela a été annulé par l'actuelle municipalité. Or beaucoup de logements sont en mauvais état, notamment

« Pour une ville plus solidaire »

en centre-ville et nombre d'immeubles sont vides. Il y a donc une possibilité de remettre en état le patrimoine angérien, avec une vocation sociale. Cela peut se faire par la Ville, avec la SEMIS, mais aussi avec les propriétaires privés, en étudiant avec eux leur intérêt à rénover leurs immeubles pour permettre à des gens d'habiter de nouveau en centre-ville. Et pour cela, la Ville, avec l'Anah, peut passer contrat. Cela veut dire des aides à mettre en place, une politique de rachat par la Ville, des garanties à donner aux propriétaires privés pour les rassurer...

Que voulez-vous faire pour les personnes âgées ?

– D'abord, je voudrais revoir les conditions de l'attribution de la résidence Camuzet au centre hospitalier ! Cette maison faisait partie intégrante de la politique sociale de la Ville. C'était un lieu sécurisant pour des personnes de tout niveau de ressources, qui pouvait y venir avec leurs meubles. La Ville n'a plus de lieu d'accueil de ce type.

L'aide aux personnes âgées, c'est aussi au niveau administratif. Pour cela, je voudrais que les fonctionnaires municipaux soient davantage sur le terrain pour apporter leur aide aux personnes âgées souvent confrontées à des difficultés administratives qui leur paraissent insurmontables. Elles ont aussi besoin de conseils, y compris pour aménager leur logement, le sécuriser par exemple simplement avec un « œil » dans la porte et un entrebâilleur... Il faut aussi développer l'aide au déplacement, avec la navette municipale. Tout cela permettra aux personnes âgées de rester plus longtemps chez elles.

Et pour les jeunes ?

– Pour les plus jeunes, nous voudrions développer le PassAngély pour qu'il permette la découverte d'un sport (sur critère social) pour la licence et le matériel. Pour les plus grands, nous voudrions créer un lieu, une salle, où ils puissent se retrouver, un lieu convivial, en autogestion, un peu comme un foyer lycéen.

Plus généralement, nous voulons recréer un centre social qui puisse accueillir, et proposer des actions et un accompagnement en particulier – mais pas seulement – pour les familles en difficulté.

Tout cela fait beaucoup de « social » Ne craignez-vous pas les dérives de « l'assistantat » ? Quelle est votre philosophie en la matière ?

– Quitte à surprendre, je ne suis pas pour le « tout cadeau » ! L'aide peut être importante mais il faut toujours qu'il y ait une participation du bénéficiaire. Le RSA, par exemple, n'évite pas que des gens s'installent dans l'inactivité. Peut-être pourrions-nous créer des travaux d'intérêt collectif au niveau municipal, pour aider les gens à se remettre en route. Cela dit, je ne pourrais pas supporter qu'à Saint-Jean-d'Angély, on coupe l'eau ou l'électricité à des familles parce qu'elles sont en difficulté...

Parlons « développement économique »

– D'abord, nous devons être plus réactifs : ne pas laisser passer



Gérard Adam n'a pas encore édité de document de campagne

des occasions, comme cela s'est produit. Pour cela, nous monterons une cellule de veille qui réunira élus, entrepreneurs et représentants des salariés. Nous devons aussi commencer par défendre nos services publics et les emplois de nos entreprises, comme aux Comptoirs du Biscuit. Nous devons aider les initiatives locales, avec un esprit coopératif. La Ville peut aussi jouer un rôle pour aider à la création de commerce, par exemple en restaurant des locaux progressifs. Et puis, nous valoriserons les productions locales, par exemple avec une Maison des produits du pays. Il faut aussi développer l'agro-industrie, bio ou pas d'ailleurs, dans le sillage de ce qui a déjà été engagé autour du pôle bio.

Quel avenir pour Saint-Jean-d'Angély et les Vals de Saintonge dans le contexte départemental et régional, selon vous ?

– C'est une question de moyens. Et ces moyens, ce n'est pas la grande communauté de communes qui nous les donnera. C'est une question d'aménagement du territoire, celle de l'équilibre vis-à-vis de la ruralité. C'est une question nationale.

Vous disiez aussi que vous aviez une autre conception de la démocratie, laquelle ?

– Premièrement, être élu, c'est être au service de la population. Vu le nombre de compétences qui sont déjà transférées à la CDC, il pourrait ne plus y avoir que six adjoints au lieu de huit. Ensuite, les indemnités du maire et des adjoints sont aujourd'hui au pla-

fond : cela mérite d'être rediscuté à la baisse. Enfin, il faut qu'il y ait transparence totale sur les frais de réception et de déplacement des élus.

Deuxièmement, la pratique du pouvoir : nous mettrons en place un conseil des sages d'une quinzaine de membres, tirés au sort sur une liste de volontaires. Ce comité aura un rôle consultatif sur le respect des engagements de campagne ainsi que pour les grandes décisions d'investissement. Il aura aussi un espace d'expression dans le bulletin municipal. Il faut aussi des élus plus proches du terrain : il y aura une réunion par an et par quartier entre élus et habitants. Et dans certains cas, nous consulterons directement la population avec un référendum citoyen.

Nous n'avons pas parlé fiscalité...

– Il n'y aura pas de hausse des taux communaux des impôts locaux durant tout le mandat. Mais ce n'est pas très original !

Propos recueillis par Olivier Lepoutre

*- SEMIS : Société d'Economie Mixte Immobilière de la Saintonge

Pratique

Mail : alternativegauchesaintjeandy@gmail.com

Site : en préparation

1^{re} réunion publique : vendredi 13 décembre, 20h, Fondation Robert